

Election à l'Assemblée Nationale

SCRUTIN DU 23 JUIN 1968

3me Circonscription

RAYMOND DRONNE

Candidat Républicain de Progrès

pour la Défense de la Liberté et de la République

Electrices, Electeurs,

Nous venons de vivre des événements d'une extrême gravité. Le pays a été au bord de la guerre civile.

Dans de telles circonstances, notre devoir est clair : nous devons surmonter nos divisions, taire nos querelles, nous unir pour faire face au péril commun : la terrible menace du communisme totalitaire.

Dans l'immédiat

De deux choses l'une : ou la majorité actuelle sera reconduite ; ou elle ne le sera pas.

Si la majorité actuelle est reconduite, il va s'agir d'amener le Pouvoir à plus de compréhension. Ce Pouvoir n'a voulu écouter personne ; il n'a tenu compte d'aucun avertissement ; il n'a pas su prendre les mesures et réaliser les réformes qui auraient évité l'explosion de colère et de désordre de mai dernier. Il faut à tout prix obtenir qu'il change de méthode, qu'il accepte le dialogue, qu'il devienne plus souple et plus humain.

Si la majorité actuelle n'est pas reconduite, il va falloir constituer une majorité nouvelle **sans les communistes,** avec des hommes valables de diverses tendances, sur un très large éventail, avec un programme minimum commun et un contrat de législature. Il faut à tout prix éviter d'amener à la tête de l'Etat un François MITTERAND qui s'est déconsidéré au cours de la crise en faisant appel à la rue pour tenter de se hisser à l'Elysée et qui est prisonnier des communistes.

Dans les deux hypothèses, il est essentiel d'assurer la stabilité gouvernementale. Il ne saurait être question de voter une motion de censure s'il n'y a pas au préalable entre les censeurs un accord précis et un engagement formel sur un programme de remplacement. Il faut en finir avec des habitudes parlementaires qui additionnent des oppositions qui sont capables de s'allier pour détruire et qui sont incapables de s'entendre pour construire.

Refuser le partage du pays en deux blocs

Si nous laissons faire, la France va se diviser en deux blocs hostiles. Nous refusons ce partage, qui présente le risque mortel de déboucher sur des affrontements répétés et finalement sur la guerre civile. Nous préconisons la formation d'une Troisième Force du juste milieu, d'une force à la fois raisonnable et déterminée qui ne soit ni un marais ni un tremplin pour servir des ambitions, d'une force capable d'engager le dialogue et de préparer dans le calme le passage à ce qu'on appelle l'après-gaullisme.

Une tâche difficile

Quelle que soit la majorité de demain, elle va se trouver devant une tâche très, très difficile.

Il va falloir payer la crise qui s'achève. La note sera lourde. Nous sommes entrés dans un cycle infernal, que nous avons connu avant 1958 : hausse des prix, inflation, dévaluation. Les conflits sociaux risquent de rebondir à l'entrée de l'hiver. Cette grave crise se déroule juste au moment où nous entrons véritablement dans le Marché Commun ; notre économie va se trouver défavorisée face aux concurrences étrangères.

Il va falloir opérer une révision de notre politique financière : réduire les dépenses improductives qui dépassent nos moyens et qui nous épuisent ; concentrer les efforts sur les dépenses productives d'équipement.

Il va falloir entreprendre ces réformes que tout le monde attend : réforme de l'Université, réforme de nos structures économiques, sociales, administratives.

La vraie démocratisation de l'enseignement consiste à donner à chaque enfant des chances égales quelle que soit la condition sociale de sa famille, à donner aux élèves une formation en fonction de leurs aptitudes, de leurs goûts et des besoins de la Nation. Nous pensons que les Universités doivent être dotées d'une large autonomie.

En matière économique et sociale, nous rejetons le vieux capitalisme du siècle passé et le capitalisme d'Etat du marxisme totalitaire. Nous recommandons une économie orientée d'intérêt général permettant le développement de l'initiative privée et de l'esprit d'entreprise, qui sont les moteurs du progrès. Nous ne pensons pas que la « participation » soit l'unique voie du salut. Nous préconisons une législation plus souple, donnant le choix entre plusieurs formules ; nous pourrions utilement nous inspirer de ce qui existe en Israël. Il est indispensable de relancer l'expansion et de créer des emplois convenablement rémunérés pour que les jeunes ne deviennent pas des chômeurs.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

En matière de sécurité sociale, les fameuses Ordonnances n'ont rien réglé, au contraire. Le problème doit être entièrement revu après une étude approfondie par une table ronde réunissant dans une libre confrontation les représentants des assurés, des syndicats, des médecins et pharmaciens, du gouvernement. A notre sens, un principe fondamental doit être respecté : le libre choix du médecin par le malade.

Quelques problèmes

Une circulaire électorale, forcément brève, ne permet pas d'exposer tous les problèmes dans leur ensemble. Quatre d'entre eux méritent une attention particulière.

PRIMO : Il faut que cesse le massacre, qui est en train de se faire, des petites et moyennes entreprises, qu'elles soient agricoles, artisanales, commerciales, industrielles.

Un des inspirateurs de nos technocrates, le Pr Christian PERROUX, écrivait en septembre 1967 qu'il convient de *... décourager et finalement éliminer tous ces petits agriculteurs, commerçants fabricants qui sont une charge pour la Nation et le principal obstacle au progrès.* Nous pensons, nous qu'il faut faire le contraire, qu'il faut maintenir et encourager ces petites entreprises. Certes, les progrès ahurissants des techniques et l'ampleur des moyens à mettre en œuvre portent aux fusions, aux concentrations, aux gigantesques ensembles. Mais il existe des secteurs qui sont le domaine de la petite entreprise, ceux des productions industrielles individualisées et de petites séries, du commerce, de l'artisanat. L'agriculture se prête par excellence à un mode d'exploitation familiale. On cite souvent l'exemple des Etats-Unis; les Etats-Unis ont les plus puissantes concentrations du monde; on oublie qu'ils ont aussi le plus grand nombre de petites et moyennes entreprises. Ces petites entreprises, si décriées, ont permis de faire vivre le Pays pendant les troubles de mai. Et elles constituent la base indispensable d'un régime de liberté.

SECUNDO : il faut que cesse la politique anti-rurale. Depuis dix ans, 1 500 000 exploitants agricoles ont disparu. Certains voudraient accélérer ce mouvement. Pourquoi? Pour faire de ces agriculteurs des déracinés et des chômeurs en ville? Vider les campagnes et concentrer les populations dans d'immenses centres urbains est à notre sens une mauvaise politique. Les pays évolués encouragent la petite exploitation agricole. Pour nous, il faut l'aider à se moderniser. Dans l'immédiat, les agriculteurs, dont les produits restent sensiblement aux mêmes niveaux qu'avant, risquent de faire les principaux frais de la hausse inévitable des prix. Le problème de la revalorisation des produits agricoles est posé.

TERTIO : face à un système administratif ultra-centralisé, nous préconisons le renforcement des autonomies des collectivités communales, départementales et régionales.

QUARTO : enfin, il est honteux de laisser nos vieux dans la misère.

L'amélioration de leur sort devra être une des tâches prioritaires du gouvernement de demain. Nous préconisons des retraites décentes pour tous les Français.

Sur le Plan de la Circonscription

Dans les conditions actuelles, la représentation et la défense des intérêts de la Circonscription ont une grande importance.

Nous sommes dans une région à prédominance rurale, c'est-à-dire menacée. Le député de la Circonscription aura le devoir de la défendre à Paris, auprès de l'Etat, d'arracher les mesures et les crédits pour la sauvegarder et la développer.

Si je suis élu, je me tiendrai en liaison avec les administrateurs locaux et les représentants de toutes les activités, sans aucune discrimination, pour les aider dans toute la mesure du possible.

Demain comme hier, ma porte sera ouverte à tous.

Demain comme hier, je défendrai à fond les causes justes, je m'occuperai des affaires valables qui me seront soumises.

Je suis un enfant du Pays, j'y ai mon domicile, j'y administre une commune que tout le monde estime bien gérée, je représente un Canton de la Circonscription au Conseil général. Je connais vos problèmes. Sans me vanter, je possède une solide connaissance et une longue expérience de l'administration.

***

J'ai toujours agi honnêtement et loyalement. Contre vents et marées, je suis resté fidèle à mes convictions. Je n'ai jamais accepté de me renier, même quand j'aurais eu un intérêt personnel à le faire.

Aujourd'hui plus que jamais, je pense que notre Circonscription doit être représentée par un homme qui soit indépendant d'un clan, qui sache défendre les intérêts de ses électeurs et de son Pays, qui évite le double écueil d'une opposition systématique et de la servilité, qui ait le courage de discuter avec le Gouvernement. C'est pourquoi je me présente à vos suffrages.

***

La brièveté de la campagne électorale ne me permettra pas de tenir des réunions dans toutes les communes. Je vous prie à l'avance de bien vouloir m'en excuser.

***

Au premier tour, vous avez le choix entre six candidats. C'est beaucoup, c'est trop, estimeront à juste raison certains d'entre vous, qui seront tentés de ne pas aller voter au premier tour. Il faut voter au premier tour, car c'est le premier tour qui désignera le candidat qui l'emportera au second.

Vive la IIIe Circonscription ! Vive la Liberté ! Vive la République ! Vive la France !

Raymond DRONNE

Docteur en Droit
Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques
Maire d'ECOMMOY, Conseiller Général
Président de l'Association « Pour une Démocratie Moderne »
Président du Syndicat National des Bouilleurs de Cru Producteurs de Fruits et Professions Connexes
Commandeur de la Légion d'Honneur
Compagnon de la Libération
Croix de Guerre - Médaillé de la Résistance
Ancien Combattant et Mutilé de Guerre
Administrateur des Affaires d'Outre-Mer en retraite
Né, le 8 mars 1908 à Mayet (Sarthe)
Dans une famille de cultivateurs

Remplaçant éventuel :

Gilbert CHANTEPIE

Docteur en Médecine à La Flèche

né le 19 mars 1929, à Mayet, (Sarthe)

Imprimerie Perrin - Château-du-Loir

Sciences Po / fonds CEVIPOF